# JENAL DE ROUBA

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

ROUDSIX-Teurcoing: Trois mois, 325 ft. 500. — Six mois, 326 ft. — Un an, 550 ft. Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aime: Trois mois, 325 ft. La France et l'Etranger, les frais de poste en sus Le prix des abonnements est payable d'avance. -- Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

REDACTION ET ADMINISTRATION 17. RUE NEUVE. 17

Directeur gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. - A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et Co, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 36 Bruxelles, à l'Orvice de Ponticiré

ROUBAIX, LE 6 MAI 1895

# UN MINISTRE SUR LES DENTS

istre occupé actuellement, c'est M. Allain-Targé. Depuis quarante-huit heures, le ministre de l'intérieur est littéralement sur les dente. Les députés et les sénateurs républicains remplissent ses antichambres, assie-gent son cabinet. Tous veulent être reçus, entendus, tous veulent obtenir satisfaction.

Ils sont tous également impatients de pouvoir télégraphier aux électeurs influents leurs départements, le résultat heureux de leurs démarches. Car pour eux, dans cette occurence, il s'agit d'un intérêt capital, d'une question de vie ou de mort. Leur réélection dépend, en effet, du plus ou moins de crédit ont ils jouiront auprès de M Allain-Targé. Nos lecteurs ont deviné qu'il s'agit de rérocations ou de déplacements de préfets et

de sous-préfets. Les députés radicaux, en arrivant dans leurs départements, aux vacances de Pâques, ont été mis promptement au courant de la situation électorale. Ils ont appris que leurs noms avaient été exclus des listes oppor-tunistes dressées sous la précédente administration; ils ont pu se convaincre que l'ad-ministration départementale s'était déjà mise en campagne pour faire triompher ces listes.

nçoit les ressentiments que cette constatation a fait naître dans le cœur des radicaux ulcérés. Il faut arrêter, à tout prix, la campagne entreprise contre eux. Il faut que leurs électeurs sachent qu'il y a quelque chose de changé dans la direction politique du gouvernement, depuis la chute de M. Jules Ferry. Comme rien ne serait plus de nature à faire naître cette conviction dans les esprits que la révocation eu la disgrace sous une autre forme, des agents préfectoraux et sous-préfectoraux compromis avec les oppor-tunistes, M. Allain-Targé est assailli, depuis deux jours, de demandes de changements et de révocations.

Nous ignorons l'accueil qui sera fait à ces demandes, par le ministre de l'intérieur; ce que neus savons, c'est que si M. Allain-Tar-gé veut donner satisfaction à ses amis poli-tiques, il faudra rouvrir l'ère des épurations.

Mais qu'il cède ou qu'il résiste, l'embarras du ministre de l'intérieur ne sera pas moindre. S'il veut plaire aux radicaux, il s'expose aux colères des opportunistes. S'il veut conserver la neutralité de ceux-ci, il s'expose à l'hostilité de ceux-là.

Décidément, M. Brisson a eu raison de refuser le porteseuille de l'intérieur, et de ne pas donner dans le piège de M. Ranc, lorsque le meneur de l'epportunisme l'invitait à prendre ce portefeuille.

L'unique intérêt de la séance d'hier au Palais-Bourbon était la nomination d'un vice-président et d'un sercitaire de la Chambre.

M. Anatole de la Forge a été élu vice-président par 146 voix contre 129.
C'est me schec peur les modérés, qui avaient porté leurs suffrages sur M. Develle.
L'élection du neuveau secrétaire n'a pu aboutir hier, elle aura lieu démain jeudi.
La ratification du traité de Hué, et le projet relatif aux élégués mineurs, ont été mis à l'ordre du jeur, ainsi que le projet relatif à la caisse nationale des retraites de la vieillesse, et celui concernant les récidivistes. Puis, la séance a été renvoyée à jeudi.

Les amis du nouveau cabinet, pour expliquer les hésitations, les contradictions qui se sont produites dans les dernières réunions minislé-rielles, prétendent qu'elles sont la conséquênce des difficultés fihancières. La loi sur les récidides difficultés financieres. La loi sur les récidi-yistes, comme le projet du création d'une armée coloniale, exigent, sous peine de rester à l'état de lettre-morte, de nouvelles demandes de cré-dit, que la commission du budget se voit dans l'impossibilité d'accueillir, faute de ressources suffisantes pour y faire face. Et comme, d'un antre côté, le ministre des finances avoue que antre cote, le ministre des inflaties avue que le Trésor négocie très difficilement ses bons et qu'il recemmande la plus stricte économie, au moins jusqu'à l'avénement de la nouvelle légisqu'il recommand is plus stricte economic, amoins jusqu'à l'avénement de la nouvelle légis-lature, il s'en suit que le gouvernement est ré-duit à l'impuissance pour tous ceux de ses pro-jets dont l'exécution implique une dépense quel-

Dans ces conditions, il n'y a qu'un emprunt immédiat qui pourrait pourvoir aux besoins de la situation, mais la question électorale est la qui retient nos gouvernants, absolument comme elle retenait le cabinet Ferry. Et pourcomme elle retenait le cabinet Ferry. Et pourtant, la nécessité de cet emprunt est tellement conune de tous, dans les villes aussi bien que dans les campagnes, que c'est vraiment de la naiveté que de s'imag'ner qu'on pourra donner le change au suffrage universel sur notre situation financière, parce qu'on n'aura pas emprunté avant les élections.

Que le gouvernement fasse donc appel au crédit en juin ou en décembre, c'est absolument la même chose au point de vue des résultats électorus. Le la pute banque estime même

crédit en juin ou en décembre, c'est absolu-ment la même chose au point de vue des résul-tats électoraux. La haute banque estime même qu'il y aurait cet avantage à le faire en juin, qu'à catteépoque, le suffrage universel n'aurait pas encore donné mandat impératif à ses repré-sentants, ainen de ne pas consentir à un em-prunt, du moins de ne le voter que sous cer-taines conditions exclusives de tous nouveaux impôts.

tiquent la politique de l'autruche, en s'imagi-nant qu'il leur suffit d'affirmer la bonne situa-tion des finances de l'Etat, pour qu'aussitôt chacun soit convaincu de l'excellence des ins-titutions et du gouvernement.

## LES FONDS SECRETS

On lit dans la Correspondance radicale :

L'enquête commencée au ministère de l'intérieur, sur la dilapidation des fonds secrets, que, les premiers, nous avons signalée, a déjà amené des découvertes fort curieuses et tout fait édifiantes, sur la façon dont M. Waldeck-Rousseau et son entourage entendaient l'administration

Nouseau et son entourage entendatent l'administration.

Non seulement les fonds secrets ont été dépensés, par anticipation, jusqu'au mois d'août prochain, mais tous ceux disponibles, dans les différents services du ministère, ont été absorbés par les besoins de la propagande opportu-

D'ordinaire, on tient en réserve une partie des crédits rendus libres, soit par la démission, soit par la retraite de fonctionnaires qu'on ne remplace pas immédiatement, afin de pou-voir les attribuer aux besoins imprévus du ser-M. Waldeck-Rousseau a agi tout différem-

M. Waldeck-Rousseau a agi tout différemment. Il ne reste donc absolument que les sommes nécessaires à la rétribution des agents de tout ordre de son département ministériel.

Nul crédit ne subsiste pour parer aux secours imprévus, en cas de malheurs] privés ou publics, que le ministère de l'intérieur a coutume de dispenser. Nulle somme ne peut être mise à la disposition du ministre, pour récompenser un fonctionnaire méritant. Les gratifications, nême pour travaux exceptionnels, doivent être suspendues parforce.

Quelque pressantes que puissent être les instances des opportunistes près de M. Allain-Targé, pour le conjurer de ne pas rendre public ce désordre, it lui sera hien difficile de ne pas le faire, étant donné qu'il lui rend presque impossible la fonction qu'il a acceptée, au moins en certaines de ses parties.

## REVUE DE LA PRESSE

M. Ribot terminait dimanche son discours de

M. Ribot terminait dimanche son discours de Saint-Pol, par ces mots: « Je ne crois pas me » tromper si je dis que sur un pareil programme » aussi large, aussi national, l'union peut et » doit se faire. » Ce qu'il en est de cette union, les commentaires des journaux de gauche nous le font voir. En cherchant bien, on en trouve jusqu'à un deux peut-être, qui approuvent, sans réserves, le député du Pas-de-Calais; c'est à peu près le chiffre des membres du centre gauche dans la Chambre. Tous les autres se séparent de lui plus ou moins absolument.

plus ou moins absolument.

Le Radical raille la prétention du « parti dont » M. Ribot est un des rares représentants, et » qui veut être à la fois républicain, intéral, » national et conservateur. » Le Radical insinue que ces épithètes jurent d'être accouplées ensemble.

La Justice constate que M. Ribot a marqué, une fois de plus, la place qui appartient à son parti, « entre deux selles, comme dit le pro-

verbe...
Les opportunistes ne sont pas plus tendres; le Voltaire ne daigne consacrer au discours de Saint-Pol qu'une dédaigneuse mention, perdue au fond de ses colonnes.
Il est surtout un point, dans les critiques de M. Ribot, qui a le don d'exaspèrer également opportunistes et intransigeants: c'est le passage où l'orateur a dirigé, contre la politique sectaire des républicains, un blâme bien mitigé pourtant.
Tous les organes des nuances diverses de l'opinion républicaine sont d'accord pour dé-

Tous les organes des nuances diverses de l'opinion républicaine sont d'accord pour déclarer qu'ils ne regrettent rien, qu'ils ne désavouent rien de ce qui a été fait sous ce rapport, qu'ils ne se repentent pas, que le « cléricalisme » a été, est encore et continuera à être « l'ennemi » pour eux, l'ennemi qu'ils poursuivent de leur haîne et qu'ils combattront sans

relache, jusqu'à l'épulsement total.

Décidement, l'union est en train de se faire autour de M. Ribot! Mais nous n'avons pas encore cité la Répu-blique française; son article en vaut la peine;

Quand l'honorable erateur fait le procès de la politique qui a été suivie, depuis sept ou huit an-nées, par l'ensemble du parti republicain, il se montre un seu trop oublieux de la part considénees, par l'ensemble du parti republicain, il se montre un seu trop oublieux de la part considérable que ses propres amis ont prise, a ca qu'il considéra anjeurd'hul, et souvent bien à tort, comme des fautes. M. Ribet blâme la politique suivie dans les rapports de l'Etat avec l'Eglise, et dout l'article 7 et les décrets ont été les deux incidents les plus fameux. Mais est-ce que l'article 7 n'a pas été présenté et défendu par un cabinet dont M. Say était l'un des membres les plus considérables ? Est-ce que les décrets n'ont pas été exécutés par un ministère on siégeait M. Barthélemy-Saint-Hilaire? M. Ribbu n'a, pour la politique financière de nos Assemblées, que des paroles sévères de blâme. Mais qui desc, sinon M. Say, est le principal anteur responsable de cette politique; M. Say qui, de 1877 à 1879, a tenu le portefeuille des finances, qu'il a repris en 1882, pour la plaisser à M. Tirard un héritage que celui-ci a cu le patrictique courage d'accepter, sans plaintes ni repreches?

Il est vraiment curieux de voir avec quel en-

Il est vraiment curieux de voir avec quel entrain les différentes fractions de la gauche s'ac-

## LETTRE DE M. VACHEROT

M. Vacherot adresse au Soleil une lettre dont nous détachons la fin :

Je suis trop vieux pour avoir des illusions; mais j'augure bien de la campagne électorale, que vont entreprendre les conservateurs, pour peu qu'ils sachent s'y prendre. Où est le temps des 363, rappelé avectant de regrets par mpôts.

Mais si ce sont là les avis de la banque, il faut les organes opportunistes du parti républicain ?

Ils avaient Thiers pour les couvrir de son nom, les discipliner et les guider. Ils avaient les fautes des droites à exploiter. Ils n'avaient pas en-

core leurs propres fautes à expier. Tous, depuis M. Ribet jusqu'à M. Clémenceau, marchaient au scrutin, la main dans la main. Que lestempt sont changés!

Maintenant, il souffle, dans le camp républicain, un vent furieux de discorde. On s'est discret plein Parlement, de ces choées qui ne s'oublient guère. Depuis l'exécution de leur premier ministre, voilà le parti réduit à un tel état d'anarchie et d'impuissance, qu'il est presque à redemander la poigne qui devait forcer les portes électorales. L'armée des 363 perd le contre gauche, Je dis le vrai centre gauche, ne

portes électorales. L'armée des 363 perd le centre gauche. Je dis le vrai centre gauche, ne comptant pas les muets qui obéissent toujours à la consigne, d'où qu'elle vienne. D'autre part, comment s'entendront opportunistes etradicaux, après s'ètre dit des vérités si dures.

Je veux bienqu'on va encore pousser le vieux cri de guerre: Vive la République, et embrassons-nous. Mais n'y a-t-il plus, dans le partirépublicain, de gens de cœur ou de passion qui gardent bonne mémoire du passé? En tout cas, je doute fort que les honnêtes gens, qui ne vont pas jusqu'à laisser perdre le pays pour sauver la république, soient encore d'humeur à s'y laisser prendre. Ils avaient eu beaucoup de peine à supporter le gouvernement de l'opportunisme.

portunisme.

Mais l'énergie de son chef les rassurait contre es ennemis de tout ordre social. Ils ne pactise-ront point avec les radicaux dont MM. Brisson ront point avec les radicaux dont MM. Brisse et Freycinet adoptent en pertie le programm lis ne peuvent entrer dans les combinaison électorales des hommes qui acceptent la su pression du Concordat, sans indemnité, la confiscation des biens des communautés religieuses de la communautés de la communauté de la communautés de la communauté de la communautés de la communautés de l la diminution progressive, en attendant la suppression totale des octrois. l'impôt sur le

suppression totale des octrois, l'impôt sur le revenu pris pour base de notre système fiscal, enfin leur bête d'horreur, l'autonomie de Paris. Et sur la grande masse des électeurs qui avaient accepté le régimer-épublicain des mains de Thiers et de ses amis, le cri de vive la République sera t il aussi puissant, après tont ce qu'a vu et souffert le pays. S'il est possible que la crainte de ce mot révolution, si heureusement exposité laisse access au vie la vicentié de exploité, laisse encore au pays la volonté de conserver cette République qui lui coûte si cher, peut-on le croire également résigné à conserver les hommes qui ont, à ce point, compromis le régime? On verra bien.

Mais avec les leçons de choses qu'il reçoit jour-

Mais avec les becons de choses qu'il reçoit jour-nellement, il est permis aux conservateurs d'es-pérer un tout autre résultat de la prochaine campagne. Deux choses doivent encourager cette espérance : les dernières élections des conseils, et les terreurs mal dissimulées des amis du gouvernement. Leurs cris de colère sont de vrais cris d'alarme, devant les prépa-ratifs de combat qui se font contre eux, dans tout le pays.

tout le pays.

Les conservateurs se réveillent enfin, romme les mécontents du centre gauche. Ils secouent leur apathie, à la vive surprise des opportunistes et des radicaux irrités, ils se tâtent, ils s'excitent à la lutte, ils s'entrainent à l'action.

Partout en presente partout le mote d'action. s'excitent à la lutte, ils s'enfrainent à l'action. Partout, ou presque partout, le mot d'ordre est donné et suivi, pour la campagne qui va s'ouvrir. Nos gouvernants et nos représentants peuvent compter qu'on ira, cette fois, à la hataille, en corps disciplinés, et non en compagnics de francs-tireurs. En nombre de départements, les listes de fusion sont prêtes. Là où cette union si désirable, dès le premier tour de scrutin, ne sera pas possible, l'entente peut assurer le résultat final, grâce au scrutiu de ballottage. Les petits bataillons iront rejoindre les gros, dans la lutte suprème. La consigne de voter, quand même, pour le candidat républicain ne dépassera guère le petit cercle des amis des Débats.

des Débats.

Pour un parti qui s'est toujours fait honneur de mettre les principes de liberté et d'ordre social au-dessus de toute forme de gouvernement, ce serait une véritable abdication. Il
peut être assuré que les conservateurs monarchistes n'hésiteront point à voter pour ses candidats là où il aura les gros bataillons de son
côté. Ma's ils ne le feront qu'à une condition:
c'est que leurs bulletins ne se confondent jamais, dans l'urne électorale, avec ceux de leurs
éternels adversaires. Entre les conservateurs de
toute origine, l'union est toujours possible, avec toute origine, l'union est toujours possible, avec des listes communes ou des listes séparées qui n'est pas l'express

qui n'est pas : expression de sa tot.

Ainsi m'apparattlasituation électorale : d'une
part, l'union dés gauches, moins facile et moins
complète cette fois, malgré le pressant appel
de la presse opportuniste ; d'autre part, l'union ou l'entente des groupes conservateurs, solon les convenances des localités. Alors la lutte les convenances des localités. Alors la latte offrira un aspect nouveau; une armée contrune armée, avec un corpsindépendant sur quel ques points de la bataille, tout prêt à se replier droite, si le mot d'ordre n'est pas contraire ses principes. De quel côté sera la victoire Nul ne peut le prédire, dans les conditions nou calles of contraires de la latte de la contraire de la cont velles où s'engagera la lutte. En tout ens, it u semble guère douteux que, si les radicaux gagnent, les conservateurs y gagneront encor davantage. C'est l'Union démocratique et l'Unio républicaine qui, sous le poids des plus grave responsabilités, devront payer les frais de l'autonage. C'els pourrait bien âtre la conservateur de la conservateur de la conservate responsabilités, devront payer les frais de la campagne. Cela pourrait bien être le commen-cement de la fin.

## AU CAMBODGE

Paris, 5 mai. — Los nouvelles du Cambodge, ar-rivées aujourd'hui par le courrier anglais, donnet des détails sur plusieurs engagements, qui ont eu lien avec les rebelles dans les derniers jours de

Nes colonnes mobiles ent remporté des succè

ayons connaissance:

Le lieutenant Laffite, de l'infanterie de marine,
avait attaqué à Stung-Thom, province de KandalStung, une bande de pirates commandée par un
avoien bonze, du nom de Boutit, qui n'été tué dans
l'engagement avec une dizaine d'hommes. La bande avait deux canons et huit éléphants de guerre.

Après la mort de son chef, elle s'est jetée dans les
montagnes.

montagnes.

A Rokaknor, le lieutenant Toquena a surpris dars son campement un millier de rebelles, qu'il a mis ea déreute. Le 28 mars, M. le lieutenant de vaisseau Cam-pion, commandant l'Alouette, avait repris à la

LA PAIX

Londres, 5 mai. — Le Daity-News dit que le cabinet anglais considère la réponse de la Russie, comme une acceptation complète de la proposition de lord Granville.

Le Stantard et le Morning-Post considèrent, au contraire, l'accord intervenu comme une reculade pour le gouvernement anglais.

Le Daity-Télégraph défond le cabinet; mais i conseille de mettre l'armée de la marine en état complet de guerre.

conseille de mettre l'armée de la marine en etato omplet de guerre.

Le Times dit que l'accord intervenu n'excite pas d'enthousiasme. Ca journal exprime toutefois as satisfaction que la guerre est évité. Il se demande si le Czar pourra refréner l'homeur agressive du parti de la guerre.

Le Tageblatt annonce que le prince de Bismarck, après avoir reçu des dépêches importantes de Londres et de Saint-Pétarsbourg, s'est. rendu chez l'empereur et lui a déclaré qu'avec son approbation il serait disposé à intervenir dans le conflit anglo-russe.

# **NOUVELLES DU JOUR**

Le général Thibaudin Paris, 5 mai, — La nomínation du général Thi-budin au commandement du 10e corps d'armée à Rennes, en remplacement du général de Courcy, est aujourd'hui certaine.

La grâce de Louise Michel

Paris, 5 mai. — Les prévisions relatives à la mise en liberté de Louise Michel, on dépit de ses protestations, n'étaient pas fondéss.

La décision du gouvernement de surseoir à la publication des décret de grâce est définitive.

Milo Louise Michel et sera donc pas miss en liberté.

Les élections à Madrid.

Les élections à Madrid

Les elections a magnu Madrid, 5 mai. — Les élections des conseiller municipaux ont continué aujourd'hui à Madrid. La coalition libérale républicaine a obtenu la majorité dans neuf arrondissements sur dix. Parsai les candidots qui ent obtenu la majorité se trouvent MM. Castelar, Sagasta, Moret, La Voga de Armijo, Martos, Figuerola et Pi, républicain autonomiste, ancien président de la République.

Convocation électorale

Paris, 5 mai. — Le conseillers municipaux du département d'Ille-et-Vilaire sont convoqu's le 17 mai, à l'effet d'élire des dél/gués pour l'élection d'un sénateur. Le collège électoral se réunira le 21 juin.

L'évacuation du Tonkin

Paris, 5 mai. - L'Agence Havas a reçu la dé-

pôche suivante:

« Hanoī, 5 mai.

» La complète évacuation du Tonkin par l'atroupes chitueses du côté de Lang-Son est efficiellement confirmée.

» Sur le figure Rouge, le mouvement de retraite des l'avillons-Noire vers Tao-Kai s'est actraite des l'avillons-Noire vers Tao-Kai s'est ac-

centué depuis cinq jours. »

Paris, 5 mai. — La chambre des mises en accusation a rondu aujourd hui son arrêt dans l'affaire Pei, l'horloger de Mon. reuil.

Après avoir examiné le dossier, qui ne renferme pas moins de 160 pièces, la cour a renvoyé Pel devant la cour d'assiese de la Seine. Il est probable que Pel passera devant le jury dans la première quinzaine de juin.

Entrevue des trois empereurs Berlin, le 5 main. — On mande de Berlin à la Gazeite de Francfort, le 3 mai :

« Le bruit relatif à une nouvelle entrevue des treis empereurs dans le courant de l'été se confirme. »

Nominations militaires Paris, 5 mai. - L'Officiel publiera demain les

Pate, o mar. — Loyrest publica demant responding to survival and the corp. The condant lattilers du lle corps, et Coiffé, directeur de l'infanterie au ministère de la gaerre, sont promus généraux de division. MM De Bouligny, culonel du 12e cuirassiers; Castaigne, colonel du 98e d'infanterie; Cary, colonel du 29e d'artillerie; Duval, du 120e d'infanterie; Cadet, colonel commandant le Prytanée militaire; Faugeren, colonel du 2e géné; De la Reque, colonel du 12e chaseurs, commandant la subdivision de Gabés, sont promus généraux de higade.

Mort de M. de Nanville Paris, 5 mai. — Nous apprenons une bien triste nouvelle. Le psintre militaire audomarois si connu, M. de Neuville, est mort dans la journée.

L'escadre d'évolution Toulon, 5 mai. — L'escadre d'évolution est ar-rivée, venant de Corfou. Sur l'ordre du ministre de la marine, elle a interrom ou su campagne d'été.

Troupes pour le Tonkin

Toulon, 5 mai. — Lesteamer Rouen, affrêté an compte de l'Etat, este est prendre à Philippeville des troupes pour le Toukin. A la Chambre des Communes

Londres, 5 mai. — M. Gladstone aunonce qu'à la suite de la décision prise, de continuer, à Londres, les négociations relatives à la délimitation de la frontière atglane, il devient opportun d'envoyer dans l'Afghanistan un officier de grade et de caractère différent ; le général Lumsien et le co lonel Stewart ont reçu l'ordre de venir immédia tement à Londres. Le port Hamilton

Londres, 5 mai. - La Paul Mail Gazette dit que l'Angleterre n'a pas eccupé le port Hamilton en Corée, et qu'elle ne l'occupera pas, maintenant que la paix est assurée.

Secousse de tremblement de terre à Toulon Toulon, 5 mai. — Une secousse de tremblement de terre a été ressentie ici hier soir.

# TOUS ACADÉMICIENS

De nombreuses gazettes percent de leurs traits méchants, pour le quart d'heure, des gens qui You raient réveiller une forme moyenne de gouvernement.

en art, en littérature? Nous laisserons à d'autres le soin de répondre.

Sans aller plus loin, avez-vous observé, par exemple, qu'il n'est plus question de aupprimer l'Académie française?

On ne parle plus de faire la table rase sous la coupole de l'Institut, que l'on purifierait après par quelque cérémonie solennelle. Une transaction est intervenue entre les ennemis des Quarante et ces quarante immortels; il est vrai que c'est un contrat unilatéral, comme dit le code; les Quarante n'ont pas signé.

— Eh bien! qu'on ne touche pas à cette épave! disent les ennemis, que l'on ne tourmente pas ce débris de l'ancien régime sur son llot, soit! mais que ce ne soit plus un ilot escarpé et sans bords! Qu'on laisse vivre l'Académie, mais qu'on nous y mette et qu'on n'y

carpe et sans bords! Qu'on laisse vivre l'Aca-démie, mais qu'on nous y mette et qu'on n'y mette plus que nous! L'Académie est faite pour les gens de lettres, comme l'autel pour le prêtre, —ou, si l'on veut, comme le budget pour les politiciens!—Qu'on se le dise! Nous connaissons l'artifice par lequel on re-présente l'Académie française comme ayant toujours été remplie de grands seigneurs, mê-lés à un nombre infini de gens de lettres. Il n'y a d'ailleurs rien de plus faux; mais c'est une démonstration amusante, que l'élection prochaine va donner l'occasion de renouveler, avec le même succès que devont

une demonstration amusante, que l'élection prochaine va donner l'occasion de renouveler, avec le même succès que devont. Il s'agit de remplacer M. d'Haussonville. Eh bien, je relève l'histoire de ce fauteuil, qui est le vingt-quatrième. J'y trouve assis, d'abord Saint-Amant, un poète; puis l'abbé Cassagne, traducteur de Salluste, qui passait pour l'un des hommes les plus érudits de France, et qui était déjà de l'Académie des Inscriptions quand il fut élu à l'Académie française; après ce savant abbé, un seigneur, c'est vrai, mais né bourgeois, dont le père s'appelait Verjus, et qui acheta la terre comtale de Crécy; il en prit le nom. Celui-ci écrivit peu, mais if ut un des plus habiles diplomates de son temps, ce qui est encore une jolie façon de faire prévaloir la langue française.

Après Crécy, un magistrat d'un esprit très oraé, le président de Mesmes; Alary; Gaillard, historien, auteur de l'Histoire (en huit volumes) des rivalités de la France et de l'Angleterre. Après Gaillard, le comte de Ségur, l'un des héma de la retraite de Russie, mais un historien lessi, qui écrivit même une Histoire de Français et el l'en parte.

la retraite de Russie, maie un historien vissi, qui écrivit même une Histoire de Fran en ce l'eur style que M. Hanci Martin — ce n'est p.s nalaisé! — et surtout ses Mémoires, souvenirs et ancedotes, l'un des rares ouvrages où l'on peut puiser des renseignements justes sur son temps, Il mourut en 1830, et fut remplacé par Viennet, que M. d'Haussonville remplaça lui-même, en 1869.

Voita donc neuf titulaires à ce XXIVe fauteuil. Combien de gens de lettres? Presque tous. Crécy et de Mesmes, seuls, n'ont pas écrit.

Voulez-vons que je prenne le XXXII°fauteuil, le seul dans lequel siège à présent un prélat. Mar Perraud, écrivain et orateur de race? Ce

Mar Perraud, écrivain et orateur de race? Ce trente-deuvième fauteuil a été bien plus meurtrier que le vingt-quatrième. On n'y voit pas assis, depuis la fondation de l'Académie française, moins de douze titulaires.

Le poète Racan; le médecin La Chambre, qui soigna le roi, qu'on regardait comme terrible, parce qu'il se piquait de deviner les âmes derrière le masque de la physionomie, et qui écrivit l'Art de connaître les hommes; La Bruyère (ealuez!); l'abbé Fleury, l'auteur de la grande Histoire ecolépisatique; après lui, Adam, son collaborateur; Seguy; le cardinal de Roban-Guemenée, grand-aumônier de France; Devaine; Pany (souriez!); d' Jouy, le critique le plus autorisé du commencement de ce siècle et, de plus, auteur dramatique; Empis, notre grand poète; Barbler; enfin, Mgr Perraud, treizième possesseur.

possesseur. Sur ces treize, combien de gens de lettres? Presque tous encore. Nous supposons que l'on veut bien considérer Mgr Perraud comme étant de la confrérie. Il faut avouer pourtant que M. de Rohan, le grand-aumônier, n'est pas arrivé à l'Acsdémie par la plume; mais d'autres, dont l'illustration valut bien la sienne, y ont été élus pour le panache; par exemple, le maréchal de Villars, le grand Villars qui sauva la France à

Après avoir recueilli tant de gloire, ce grand il ne pit s'accomplir que le second; il en fut heureux à ce point que pour témoigner de son respect et de son dévouement envers ses confrères (voilà les termes flatteurs que ne ménageaient pas le premier homme de France alors, après pas le premier homme de France alors, après le roi), il leur envoya son portrait; ne pouvant se trouver parmi eux aussi souvent qu'il l'au-rait voulu, il désirait « d'y être au moins pré-

sent en peinture. > Combien de fois avons-nous dit, ici même. que ceux-là sculement qui ne savent pas l'his toire ou qui sont intéressés à la défigurer, peu vent considérer l'Académie française comme une eur, devait être une « compagnie » où les puissances sociales et les privilégiés se trouveraient mêlés aux gens de plume, sur le pied

Je sais bien que les entêtés ont leur thèse faite, et qu'ils n'en démordront pas. On aurait beau leur dire, pendant cent ans, que l'Académie française est une compagnie formée des illus-trations françaises, ils répondront: G'est ce que nous n'admettons pas, nous voulons que ce oit une réunion d'écrivains français. - Mais les écrivains s'y sont toujours trou-

— Mais les écrivains s'y sont toujours trouvés en majorité.

— Nous ne souffrirons pas qu'on dise cela;
Molière n'en a pas été!
— Il y en a même bien d'autres que Molière, et de plus illustres. C'est que le plus souvent il y eut contre ceux-là des raisons tirées des conditions ou du désordre de leur vie, ou du caracter vielant de leurs en princes et de l'attitude de du tre tère violent de leurs opinions et de l'attitude de

Faut-il en conclure que l'heure n'a pas sonné des opinions moyennes en politique, en science, en art, en littérature? Nous laisserons à d'autres le soin de répondre.

Sans aller plus loin, avez-vous observé, par axample, qu'il n'est plus question de supprimer n'ont pas été académiciens. En revanche, combien le sont devenus, qui n'occupaient que le second et même le troisième rang! Jean-Jac-

second et même le troisième rang! Jean-Jacques Rousseau ne le fut pas, Lefranc de Pompignan le fut. Vous savez bien que le premier, en dépit de son beau génie, n'était recevable dans aucune compagnie honnète.

Quant au second, ou put bien l'admettre; mais, pour relever un peu une assemblée qui se composerait de beaucoup de Lefranc de Pompignan, ce ne serait trop de la présence de quelques personnages tels que Villars.

Or, c'est ici qu'est la question. Ne le voit-on pas ou ne veut-on pas le voir? Si l'or réformait le règlement de l'Académie, encore faudrait-il prendre bien soin de réduire le nombre des illustres » sociétaires. Vingt, ce serait assez, ce serait beaucoup, peut-être trop.

ce serait beaucoup, peut-être trop.
Où prenez-vous, s'il vous plaît, que, dans le même temps, à la même heure littéraire, il y ait quarante écrivains à qui l'on puisse assigner équitablement un rang officiel au-dessus de la foule plumitive?
Quarante académiciens, y songez-vous? Ceux qui prétendent que les Quarante existent, et dont le désintéressement n'est pas très net en cette affaire, en sont peut-être persuadés. S'ils veulent le démontrer, qu'ils dressent la liste La gaieté française en aura le profit, car, à l'instant, le sentiment public se chargera de remettre à leur point, des prétentions excessives et des vanités malades.
Rien que des écrivains à l'Académie, et toujours quarante académiciens!!! Mais comment

ours quarante académiciens!!! Mais comment jours quarante academiciens:!! Mais comment ne vous saute-til pas aux yeux que cette nou-viauté serait un carnaval et que ce sont les ambiticux médiorres qui la proposent? Ils venent se glisser sous la coupole sacrée, comme ils se sont glissés partout ailleurs, —et voilà pourquoi on ne parle plus autant de supprimer l'Académie, mais on parle davantage de la régénérer.

norer.

Voilà aussi pourquoi l'Académie, très éveillée sur ce péril d'être conduite à se recenter parmi les écrivains notoirement médiceres, se retrandera, de plus en plus souvent désormais, dans des choix extérieurs au métier proprement dit des lettres. C'est le droit de défense légitime qu'elle exerce.

qu'ene exèrce. Ceux que cette résistance désespère continue-ront de l'attaquer; les plus subtils affecteront même de la dédargner: le Renard et l's Raisins.

## COULISSES DU PARLEMENT

CHANDENE 
Paris, 5 mai. — Aussi pau de monde qu'hier à la Chambre ; c'est à grand'peine qu'on a trouvé le nombre de députés suffiant pour nommer un vice-président et il a été impossible de nommer un caractèrie.

secrétaire. Par contre, teujours autant de préfets. Les uns comms les autres semblent as regagner leurs pos-tes et leurs sièges qu'avec beaucoup de regrats.

tes et leurs sièges qu'avec beaucoup de regrats.

La commission du budget s'est completée aujourd'hui par la nomination de MM. Levoy, Fousset, Bastid en remplacement de MM. Hérault, Rousseau, Cavaignac.

Les trois nouveaux élus sont partisans du maintien du budget des cultes et hestiles à l'abrogation du concordat par voie budgétaire.

Au sujet de la commission du budget, un fait passé ina perçu, mais qui mérite d'être souligaé, est l'augmentation de 200,000 francs pour les fonds secrets au ministère des affaires étrangères, augmentation refusée l'année dernière à M. Ferry.

Le rapport de M. Dreyfus sur le budget de la

Le rapport de M. Dreyfus sur le budget de la justice a été adopté par la commission du budget. Il ne présente pas de modification avec le précé-dant li ne présente pas de modification avec le precedent.

Bien que M. Brisson ne se soit pas adjoint de sous-secrétaire d'Etat, le crédit de 26,009 francs relatif à ce poste a c'é maintenn. Le montant en sera attribué à un secrétaire général, loquel reste à désigner. Bonnet blanc blanc, bonnet.

M. Damôle, ministre des travaux publics, s'est rendu à la commission des ouvriers mineurs et s'est mis d'accord avec elle sur le projet de creation des délégués mineurs en vue de la seconde délibération de ce projet.

M. Damôle accepte le projet et écarte toutes les objections que son prédécisseur avait formulées,

objections que son prédécusear avait formulées. La discussion du projet a été mise à l'ordre du jour de jeudi, La commission chârgée d'examiner la proposi-tion tendant à considérer le lundi de Pâques et le lundi de la Pentecôte comme jour fériés a été nommée aujourd'hui. Tens les commiseaires sont favorables.

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(Be nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL) Séance du mardi 5 mai Présidence de M. FLOQUET

La séance est ouverte à 3 heures.

La séance est ouverte à 3 heures.

Poursuites contre M. Andrieux
M. Ploquet annonce qu'il a reçu une demande
de poursuites contre un deputé.
L'examen de cotte demande est renvoyé à la
commission des poursuites.
Cette demande est dirigés par le journal Paris
contre M. Andrieux, à la satte d'au artiele cù la
Lique accusait le journal Poris d'avoir fait une
manceuvre de Bourse, en publisant un numéro suppiémentaire pour annoncer, le lendemain de la
chute de M Ferry, que celui-ci venait de recevoir
notification de la signature de la paix avec la
Chine.

Election d'un vice-président

Election d'un vice-président

Le scrutin est ouvert pour l'élection d'un vice-président en remplacement de M. Fioquet. Le scrutin est clos à 3 h.50. Il est procédé au scrutia pour la nomination d'un secrétaire de la Chambre.

d'un secretaire de la changaire que, le nombre Le scrutin est clos à 4 h. 25.

M. la président fait connaîre que, le nombre des votants étant insuffisant, il y a lieu de remettre le scrutin à la première séance.

M. le président fait connaître le résultat du scrutin pour la nomination d'un vice-président.
Ont ebtenu: MM. A. de La Forge, 146 voix, et

On chient: Mai. A. de La Forge, 140 voix, et isvelle, 129.
M. A. de La Forge est preclamé vice président. Le traité de Eué

M. de Freycinet demande la mise à l'ordre du jour de jeudi du projet de loi portant ratification du traité de Hué. Le projet est mis à l'ordre du jour.